

VALORISATION DE L'ÉDITION LOCALE POUR UN ACCÈS RAPIDE AUX SAVOIRS : ENJEUX SOCIOLINGUISTIQUES, PERSPECTIVES ENTREPRENEURIALE ET ÉCONOMIQUE AU CAMEROUN

Amos KAMSU SOUOPTETCHA

amosouop@yahoo.fr
Université de Maroua (Cameroun)

Abstract: *The book is one of the main sources of criticism, ideas and discoveries as well as the repository of people's identity and cultural heritage. Aware of the importance of reading material in guaranteeing reliable linguistic practice and self-affirmation in general, Mamadou et Binéta's readers so often quarrel with the Moderns, under the pretext that the latter have done well at school to the detriment of the former. For their sociolinguistic and economic development and in order to enhance their entrepreneurial skills, Cameroonian youth need access to books thanks to the emergence of local publishing. This article takes a panoramic look at the difficulties that young people have in accessing books and the impacts of this problematic situation. It is also an opportunity to suggest ways of setting up national book policy so as to guide young people both towards socio-professional integration and towards the quest of linguistic development by observing and describing the current state of affairs in an area ravaged by poverty and social exclusion.*

Keywords: *book, criticism, sociolinguistic, linguistic.*

Introduction

Relativement à la problématique du livre, certains ont une auto-évaluation positive car, pour avoir lu des chefs-d'œuvre tout au long de leur cursus scolaire, ils auront fait la bonne école. Le regard posé sur les jeunes est qu'ils connaissent à peine les *classiques*, très appréciés pour leur capacité à promouvoir, dans leurs discours littéraires, ce que Vaugelas (1647) taxe d'usage de *la plus saine partie de la cour*, en référence à la Norme standard. Pour juguler ce stéréotype, il est urgent que la jeunesse camerounaise évite de se scléroser mais, qu'elle développe une appétence certaine pour la lecture afin d'être subjuguée, transformée, métamorphosée. Malheureusement, l'un des obstacles majeurs qui empêchent l'atteinte de

cette visée est l'accès aux livres. Pourtant, chaque année, à la même période, d'août à septembre, le livre et le manuel scolaires sont au centre des préoccupations et au cœur de débats houleux mais malheureusement éphémères au Cameroun. Les médias leur consacrent des dossiers et des émissions spéciales. Tous les secteurs de la chaîne du livre sont mis à contribution pour éclairer une situation au demeurant de plus en plus complexe, confuse même. Du Conseil national d'agrément des manuels scolaires et matériels didactiques (CNMMD) créée par un acte du Premier ministre aux parents d'élèves en passant par les enseignants, les éditeurs, les libraires : tout le monde a voix au chapitre (Vounda, 2016 : 11).

Plusieurs questions sous-tendent cette réflexion. L'accès aux livres au Cameroun ne relève-t-il pas effectivement d'un mystère ? Quel(s) effet(s) est/sont perceptible(s) auprès de la jeunesse en cas d'absence de lecture ? N'y a-t-il pas des pistes adéquates pour remédier à l'épineux problème de la disponibilité des livres ? Quels peuvent être les enjeux linguistiques et socio-économiques de la lecture ? La valorisation de l'édition locale ne vise-t-elle pas une perspective entrepreneuriale ? Tout en épousant une démarche descriptive, cette communication donne la possibilité de jeter un regard panoramique sur les difficultés qu'ont les élèves et étudiants pour l'accès aux livres ainsi que sur les impacts néfastes de cette situation-trouble. C'est aussi le lieu de proposer des pistes pour la mise sur pied d'une politique nationale du livre (accroissement du nombre d'éditeurs locaux, création et équipement des bibliothèques, usage du web social, subvention ou détaxation de la chaîne du livre, campagne d'incitation à la lecture...) ; afin de montrer le bien-fondé de cette structuration de la chaîne du livre sur une jeunesse à la quête d'emplois et du développement. Cette facilitation de la lecture pourrait avoir des enjeux notoires aussi bien sur le plan linguistique que social et économique.

1. Problématique de l'accès au livre et impacts sur la jeunesse camerounaise

L'accès au manuel de lecture au Cameroun est-il un mythe ou une réalité ? Quel(s) effet(s) peut-on relever chez les non-lecteurs ? Ce questionnement permettra d'observer les paramètres pouvant justifier la problématique de l'accès aux livres ainsi que les impacts de cette situation-problème sur la jeunesse camerounaise.

1.1. Édition locale et diffusion des savoirs

L'édition est un secteur moteur de la construction des imaginaires des peuples et le garant de la diffusion des idéologies. Dès lors, elle est considérée comme un puissant instrument dont il faut penser l'utilisation afin d'en optimiser les effets en termes de projection dans le concert des nations. Mais au Cameroun, du fait de la présence des entreprises fragiles ayant une capacité d'internationalisation presque nulle, il ne serait pas exagéré d'admettre que le secteur éditorial est quasiment inexistant. Dans une note de lecture du livre d'Isabelle B. (2003), on peut lire ces mots :

quelques chiffres peuvent nous donner une idée du problème : 90% des livres vendus en Afrique francophone sont importés (France et Canada majoritairement). On recense 50 éditeurs professionnels (adhérents à Afrilivres) dans 14 pays : la Côte-D'ivoire et le Sénégal sont les plus riches en ce domaine. Les titres disponibles, édités en Afrique, étaient, fin 2003, au nombre de 1167 (Belayche, 2004 : en ligne).

On peut dénombrer des éditeurs comme PUA (Presse Universitaire d'Afrique), PUY (Presse Universitaire de Yaoundé), CLE (Centre de Littérature Évangélique), Africaine d'édition, Harmattan Cameroun, Mengue, Ngwetch, Afrédit, Ifrikiya, SOPECAM, les éditions du patrimoine, Éditions Cheick Anta Diop etc. Mais Vounda (2016 : 41) relève qu'au Cameroun, les professionnels du livre sont très peu nombreux et peu professionnalisés ; il y existe 126 éditeurs de manuels scolaires depuis 2015 ; la majorité étant de *véritables aventuriers*. La constante qui demeure est que ces éditeurs sont pour la plupart basés à Yaoundé et Douala (respectivement, les capitales politique et économique), et ils ne sont pas véritablement visibles à travers le web. L'une des conséquences du manque d'éditeurs est qu'une piraterie endémique favorise la circulation de livres contrefaits. L'effet immédiat, en situation de classe, est la mauvaise exploitation des paratextes lors des lectures suivie et expliquée notamment. Or, avec la numérisation de divers secteurs de la société, bien de documents devraient être de plus en plus accessibles en version électronique (e.book) et téléchargeables gratuitement ou à moindre coût.

Par ailleurs, en dehors de quelques zones urbaines, le degré de pauvreté est très élevé dans les Zones d'Éducation Prioritaire (ZEP). En plus de la région de l'Est où la chasse, la cueillette et le petit commerce sont les principales activités, une grande partie de la population des trois régions septentrionales préfère l'élevage et l'agriculture à l'alphabétisation. Avant la pandémie liée à la Covid 19, l'État, les ONG, les multinationales et certains donateurs y étaient beaucoup plus préoccupés par les problèmes sociaux. Les regards étaient grandement focalisés sur la quête des solutions à l'eau potable, la faim, l'énergie électrique, le traitement de certaines épidémies (choléra, paludisme...), l'intégration sociale des femmes ainsi que la guerre contre Boko Haram et à la crise anglophone (ou du NoSo).

Dans ces conditions, la jeunesse n'accède pas facilement aux livres et manuels d'éducation scolaire. Le fossé est davantage creusé entre les potentiels lecteurs des zones rurales et ceux des régions urbaines. De nombreux jeunes y mènent des petites activités pour survivre : porteur, vendeur ambulant, berger, blanchisseur etc. Cet état de fait se justifie aussi par l'éloignement d'avec les zones urbaines, la pauvreté de la population et même la rareté des circuits de diffusion et de commercialisation des livres. Les Librairies Bilingue, *Djabama* et *ECOTRA* à Maroua dans l'Extrême-Nord du Cameroun, à côté de deux *librairies du poteau* (au Cameroun, livres étalés par terre sous un arbre ou un poteau) vendent des livres à des prix parfois astronomiques. Ces différentes situations décrites ont pour conséquences directes une crise de la lecture et un manque d'épanouissement cognitif.

1.2. Impacts de la crise de la lecture sur la jeunesse

Il apparaît que la pauvreté généralisée en Afrique noire justifie, de manière globale, le problème de l'accès au livre. Aussi, *une étude de la Banque mondiale datée de 1997 situait à moins de 30% le nombre d'élèves camerounais ayant accès au livre scolaire* (Vounda, 2016 : 59); et la situation ne semble pas avoir trop changé à ce jour. Cette réalité est la même en milieu universitaire car les étudiants n'accèdent pas facilement aux ouvrages pour leur formation. Ils n'ont pas la possibilité de tirer avantage des types de lectures dont les objectifs pédagogiques se résument en ces activités : *repérage, écrémage, survol, approfondissement, loisir ou détente* (Bikulčienė, 2007 : 58-59). Se priver de lecture n'est pas un adjuvant pour l'accès aux : changements lexico-sémantiques et morphosyntaxiques, thématiques, adaptations au mondes technologiques, arguments d'autorités des théories scientifiques ; ce manquement éloigne des stratégies de structuration du raisonnement cohérent et logique qui participent

de l'enrichissement intellectuel et culturel. On peut donc relever chez les jeunes, un appauvrissement de la pensée qui est synonyme d'inculture et d'ignorance. Ces propos corroborent l'état de la crise

il n'est absolument pas rare, de nos jours, de rencontrer des étudiants universitaires qui terminent un cycle d'études sans avoir jamais consulté d'ouvrages scientifiques pertinents ; la tendance étant celle de concentrer l'attention exclusivement sur les notes prises pendant les cours et, lors des examens, de restituer le plus fidèlement possible les connaissances reçues du magister (Kuitche, 2017 : 11).

En outre, les jeunes camerounais ont une attraction forte pour les mass-médias et l'activité digitale. Ils préfèrent des sites et applications de divertissement (Badoo, Instagram, Twitter, My space, Twoo, Facebook, WhatsApp, Immo, Messenger, etc.) qui constituent parfois une véritable menace pour eux ; ce sont des espaces de travestissement des mentalités. C'est ce qui découle de ces termes qui montrent que les mass-médias et le web deviendraient une espèce d'*opium du peuple* :

des enquêtes récentes ont fait valoir par exemple que des collégiens de 12 à 15 ans passent dans une proportion de 80 % 4 heures par jour devant la télévision, ce qui entraîne d'abord une limitation du temps qui aurait pu être consacré à la lecture, mais aussi un état d'esprit caractérisé par une sorte de passivité (Soriano, 1972 : en ligne).

Il n'est pas rare d'avoir des pourcentages de réussite très bas aux examens officiels. *Le taux national de réussite au Baccalauréat de l'enseignement général est notamment de 52,72% en 2021, contre 60,18% en 2019, 52,28% en 2018, 46% en 2017, 52,72 en 2016 et 57,14 en 2015 (en ligne sur <http://www.cameroon-info.net> et <https://www.journalducameroun.com>). Les résultats de 2020 n'ont pas été pris en considération à cause de la crise planétaire qui a été à l'origine du bouleversement de l'ordre habituel dans tous les secteurs de la vie. L'attitude combattue reflète fidèlement les transformations fondamentales qui s'effectuent en société et qui débouchent sur une nouvelle considération des types de rapports entre les hommes. Et quoique l'accès à la civilisation de l'algorithme soit plus aisé par le canal du numérique, c'est à nous d'apprendre à nous servir de la télévision, à nous de la mettre au service du livre qui reste un moyen d'intériorisation de la culture qu'aucun recours à l'image ne pourra remplacer, comme le précise Soriano (1972 : en ligne). Cette crise de la lecture est aussi une crise de l'éducation et de la culture. Mais une politique nationale du livre peut être envisagée comme solution au problème de l'édition, de la diffusion et de la crise de la lecture au Cameroun.*

2. Question de la politique nationale du livre au Cameroun

L'épanouissement de la jeunesse camerounaise passe aussi par une sérieuse organisation du secteur du livre. Le rôle de l'État et de ses organes suprêmes de décision culturelle et économique, dans cette perspective, est indéniable.

2.1. Implémentation d'une politique nationale du livre : l'indispensable rôle de l'État

Au Cameroun, il n'existe *aucune politique du livre en général et du livre scolaire en particulier*, selon ACCT (1995 : 27). Il est vrai que des foires aux livres sont organisées de façon irrégulière. Mais de tels événements méritent de s'inscrire dans une logique de

régularité et de durabilité. La structuration du secteur du livre devient une contingence nécessaire qui ressortit de la compétence et des pouvoirs régaliens de l'État.

2.2. Finalités de la structuration du secteur du livre

La structuration du secteur du livre au Cameroun relève aussi bien d'une volonté politique que d'outils techniques. L'attention est attirée sur un fait notoire à savoir « l'ampleur du retard, de la pénurie dans laquelle les Africains se trouvent envers la culture écrite. [...] le papier est rare, cher quand il est de qualité suffisante, que les États ont instauré des droits et taxes très importants sur le papier, le travail et les importations : de sorte que le livre, produit fini, est très cher, et, quand on le compare au niveau de vie moyen, inaccessible pour la majorité des habitants » (Belayche, 2004 : en ligne).

Il est aussi vrai que le Cameroun est parmi les pays d'Afrique signataires de la « charte du don de livres » avec des institutions françaises et les multinationales comme : Association des Bibliothécaires Français, Biblionef, Bibliothèque nationale de France, Culture et Développement, Direction du livre et de la lecture, Ministère de la Culture et de la Communication, France Édition et La joie par les livres. Le programme prévoit, certes, des assistances par l'intermédiaire des « banques de livres », mais il est impératif d'envisager la facilitation de la production et la distribution des livres. Les finalités d'une telle politique se déclinent en huit points : « créer un environnement fiscal, douanier et juridique favorable à l'existence d'une édition locale; garantir des marchés aux éditeurs locaux (politique de quotas ; de coédition, etc.) ; injecter des moyens financiers directs ou sous la forme de subventions ou de détaxation internes à différents niveaux de la chaîne du livre ; assurer la formation aux métiers de l'édition ; mettre sur pied des structures et organiser de façon pérenne des campagnes d'incitation à la lecture ; créer des facilités d'accès au capital risque auprès des banques ; harmoniser les programmes d'enseignement; conclure des accords et susciter la révision de certaines procédures d'appel d'offres internationales » (Janssens *et al.*, 1997: 40-41).

L'application de ces dispositions au Cameroun en particulier et de manière générale en Afrique, peut permettre à la jeunesse d'être en contact avec les documents physiques recommandables. L'intégration de la documentation dans le quotidien de la jeunesse « passe aussi à travers la revalorisation de l'édition locale, seule capable de garantir non seulement la disponibilité des livres sur le marché africain », comme l'indique Kuitche (2017 : 13). Allant dans le même sens, on peut citer les cas du Sénégal et du Québec qui sont des modèles de *développement de l'édition scolaire dans le monde francophone*. Aussi peut-on comprendre pourquoi « au Sénégal, après la mise en œuvre d'une politique réfléchie et soucieuse d'une éducation pour tous, on en est aujourd'hui à la gratuité des livres et des manuels scolaires pour tout l'enseignement primaire public. Par ailleurs, la déconcentration et la décentralisation qui sont le corolaire de la libéralisation sont une réalité chaque jour un peu plus effective » (Vounda, 2016 : 69).

Dans ces environnements, une réelle appétence pour la lecture serait générée, et des implications notoires devraient suivre.

3. Enjeux sociolinguistiques et socioéconomiques du livre

Il est question de montrer comment l'accès aux livres est une garantie pour l'épanouissement linguistique, social et économique de la jeunesse.

3.1. Acquisition de la Norme du français par la lecture

La lecture des livres bien structurés forge de bons utilisateurs de la langue de Vaugelas. Il s'agit des usagers qui ont recours aux normes prescriptives, toujours soucieux de préserver le bon usage de la langue française, selon le modèle bipartite *centre-périphérie*. Ces normes renvoient à une langue idéale ou à un idéal puriste indiqué par un discours antérieur, établies par la tradition écrite dans les règles académiques, grammaticales, littéraires, écolières, etc. Il est urgent de rappeler que dans le contexte actuel de la francophonie devenue plurielle et différentielle, le débat sur la norme a conduit à considérer diverses normes. Quelques-unes sont visibles dans le tableau de l'imaginaire linguistique élaboré par A-M. Houdebine et qui distingue les normes objectives des normes subjectives.

1-NORMES OBJECTIVES (1982)

(dégagées par la description des productions des locuteurs aux niveaux linguistiques considérés par l'étude).

1-1 Normes systémiques

Dégagées à l'aide d'une étude clinique des productions d'un ou deux idiolectes (1ère mise au jour de la structure linguistique, dans de langues non encore décrites).

1-2 Normes statistiques, ou 1-1 (cas de la langue déjà écrites)

Mise au jour de la langue comme co-occurrence d'usages (l'une langue)

Par des analyses d'enquêtes menées sur des groupes de locuteurs.

Repérage des comportements convergents, divergents et périphériques.

Analyse des variétés co-occurentes

Contrôles des normes systémiques (dans le cas de langues non encore écrites).

2-NORMES SUBJECTIVES (1978)

2-1-Normes prescriptives :

Une langue idéale, ou un idéal puriste avec étayage de discours antérieurs par exemple Tradition grammaticale, prescriptions scolaires, etc.

2-2-Normes fictives :

Un idéal de langue non étayé par un discours antérieur de type académique ou grammatical traditionnel, idéal «subjectif» ou «pratique».

2-3-Normes communicationnelles (1983)

Accent mis sur la compréhension, l'intégration au groupe, etc.

2-4 -Normes évaluatives

2-4-1 auto-évaluatives

2-4-2 évaluatives des usages environnants

(communauté linguistique communicationnelle).

Fig.1. L'Imaginaire linguistique-normes objectives et subjectives

Les interprétations faites par S-M. Ardeleanu semblent très adaptées pour comprendre le fondement de la typologie élaborée : « le tableau des normes de l'Imaginaire Linguistique s'inscrit dans l'évolution claire et nette de la notion de norme suite à la

dynamique linguistique. Les normes de l'Imaginaire sont issues des qualifications sur la langue, exprimées par les locuteurs. C'est pour cela qu'il y a une interpénétration continue des unes dans les autres ; les normes se constituent en un système normatif, un « cadre opératoire » de repérage des attitudes sur la dynamique linguistique » (S-M. Ardeleanu, 2000 : 33).

L'accès aux livres est favorable pour l'acquisition du bon usage de la langue par la jeunesse, ce qui est observable en situation de communication orale et écrite. Même si les débats au sein de la Francophonie tendent à dresser une typologie des normes, les manuels scolaires permettent de se référer à la Norme qui n'est pas emprunte de variations linguistiques. Et en ce sens, la lecture favorise l'acquisition des orthographes de règle et d'usage. Ces types d'orthographes permettent d'une part de se familiariser avec les règles portant sur les changements grammaticaux des mots. D'autre part, il s'agit d'acquérir, par la lecture, l'étymologie, les règles d'usage, les principes dérivationnels ainsi que l'orthoépique dans des contextes de multilinguisme alimentés par la pluralité des communautés communicatives et des identités toujours en construction. On peut comprendre pourquoi, « lorsqu'on parle d'une langue, même si l'on reconnaît sa diversité, on a néanmoins en vue une seule variété, de référence, sélectionnée parmi d'autres pour être la plus représentative. Quand on parle du français, par exemple, on envisage la *langue standard*, ce français-objet construit par les linguistes à partir de ce qu'ils nomment *Norme*, en tant que facteur d'homogénéité de la langue » (S-M. Ardeleanu, 2006 : 81).

En outre, la lecture est aussi bien un préalable indispensable qu'une condition sine qua non pour la prise de parole efficace et la captation de l'attention d'une foule ou d'un auditoire toujours hétérogène. En effet, il peut arriver qu'un énonciateur n'ait pas une idée fixe et précise de la variété de langue à utiliser, car n'étant pas en mesure d'établir un distinguo entre les différents niveaux et registres de langue. Il peut également avoir un sentiment de malaise quant au choix du signe linguistique approprié en situation d'énonciation. Dans ce cas, sa compétence et son identité linguistiques s'effriteraient. Or l'accès aux ouvrages permettrait de résoudre le problème de l'insécurité linguistique inhérente à ces multiples situations. Et l'insécurité linguistique est perceptible chez un individu ou un groupe « lorsqu'il produit plus de formes normées que ce que prédit son appartenance socioprofessionnelle ; ou lorsqu'il présente un plus grand écart que les autres entre ses styles formels et informels : ou lorsqu'il produit plus de formes de prestige en contexte surveillé que le groupe considéré comme détenteur de la légitimité linguistique » (Moreau et Bauvois, 1998 : 61).

Même la réussite de la rédaction administrative est, quoique le fruit de la pratique et de l'expérience, conditionnée par la lecture. Aussi, la production des documents d'information (convocation, compte rendu, procès-verbal, rapport, communiqué...), des documents d'injonction (instruction, circulaire, directive, note de service, décision, ordre...), des actes administratifs, des contrats et des textes juridiques est-elle garantie par la lecture. Mais l'auto-affirmation est aussi conditionnée par une lecture plurielle.

3.2. Lecture, auto-affirmation et progrès social

Le rapport positif à la lecture qui développe les habiletés cognitives chez celui qui a recours aux livres est ici évoqué car, la lecture permet d'avoir un *bouillon de culture*. Selon une idée reçue collective, le meilleur moyen de cacher une information aux Africains est de la mettre dans des livres. Mais des campagnes d'incitation à la lecture empêcheraient l'émergence de tels lieux communs. Le livre devient, dès lors, un *outil de développement*

individuel autant que social. L'enfant, tout comme l'adulte, a besoin, pour son plein épanouissement, d'avoir accès à un ensemble varié de matériel de lecture, pour reprendre Janssens et al. (1997 : 15). Ces auteurs reconnaissent que la lecture constitue un adjuvant pour la structuration de la pensée, l'auto-affirmation et la mise en avant de l'éthos.

Bien plus, si l'on veut éveiller l'intérêt pour la lecture, il est important que chacun lise des textes qui le touchent et l'émeuvent personnellement. Toutes ces données sont des jalons d'un développement dont l'effectivité est conditionnée par la mainmise du *fer de lance de la Nation*. Dans une représentation circulaire, le Ministère de l'Éducation et de l'enseignement supérieur du Québec propose un plan d'action triennal sur la lecture ainsi qu'une série de mesures pour en assurer l'efficacité. Ces dernières devaient permettre de créer un rapport positif à la lecture et développer des habiletés cognitives aussi bien que des stratégies qui y sont reliées.



Fig.2. Plan d'action sur la lecture à l'école (Disponible sur <http://www.education.gouv.qc.ca/dossiers-thematiques/lecture/2017>)

Dans le cercle du centre, apparaissent les grandes visées de ce plan d'action. Pour les atteindre, il est fondamental d'améliorer l'accès, sur les plans physique, pédagogique et culturel, à des ressources documentaires et littéraires variées. Afin de placer ces ressources au service du développement des compétences des jeunes, il faudra agir tout autant et simultanément sur la promotion de ces ressources, l'accompagnement continu des personnes qui les dispensent, l'action et l'engagement des jeunes et de tous les adultes de la communauté éducative.

Le cercle concentrique extérieur regroupe pour sa part les bénéficiaires de ces mesures et les acteurs qui les alimentent. Une réalité indéniable est que, ce plan d'action est centré vers un pays qui possède quelques-uns des meilleurs artisans du livre. Mais le

Cameroun et l'Afrique pourraient s'en inspirer et mettre à contribution ses éléments structurant qui sont un gage de la lecture pour le développement.

3.3. *Entrepreneuriat, économie et développement par le livre*

L'édition est l'outil principal de la révolution culturelle et économique du continent africain. Le marché des biens culturels, et particulièrement celui du livre, passe pour un marché hautement stratégique. Il doit faire l'objet de toutes les attentions des pouvoirs publics et des particuliers. La filière économique du livre peut être considérée comme l'une des plus grandes parmi les industries culturelles, au regard du nombre d'éditeurs et de distributeurs dans les mondes organisés.

Au sens large, la population active et l'ensemble des emplois du secteur culturel et du secteur du livre (édition, diffusion, distribution, commerce de détail et bibliothèques) n'est pas négligeable dans le monde. La création, l'édition, la fabrication et la commercialisation d'ouvrages sont le résultat de nombreuses étapes faisant intervenir de multiples acteurs de ce qu'on appelle communément la chaîne du livre, en vue de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Le schéma ci-dessous présente clairement les principaux acteurs intervenant dans cette chaîne et la majeure partie des flux physiques qui peuvent exister entre eux.

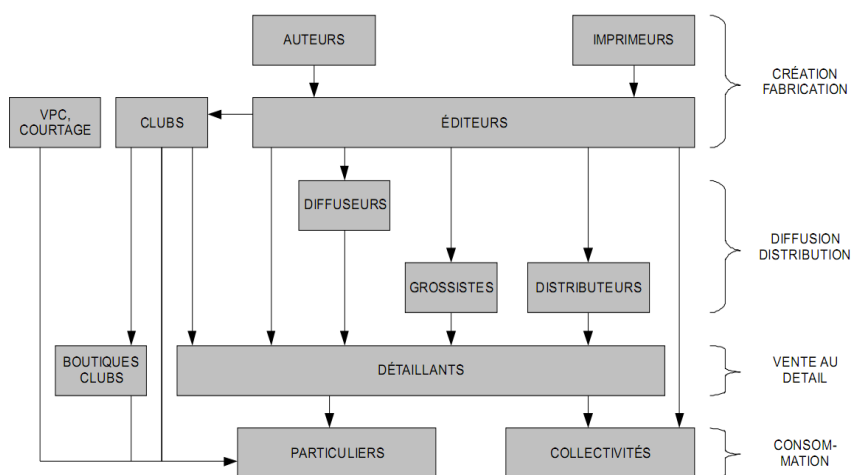


Fig.3. Circuit du marché du livre selon Gaymard (2009 : 24)

L'État camerounais devrait jouer son rôle de régulateur de ce secteur majeur en prenant un ensemble de mesures législatives et fiscales (cf. 2.1) pour accompagner les initiatives d'actions. Aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, l'Unesco a souhaité que le livre et l'imprimé contribuent à instaurer la paix dans le monde via une meilleure circulation des livres produits dans les différentes sociétés. L'une des stratégies mises en avant par l'Unesco est de faire en sorte que les États n'imposent pas de taxes douanières sur le livre et l'imprimé de telle sorte qu'ils circulent librement à travers le monde.

Si l'État camerounais appliquait ces mesures, la chaîne du livre fonctionnerait convenablement. Chaque actant s'en sortirait avec la rente qui sied à son rôle dans la chaîne et la jeunesse aurait une bonne partie du matériel qui permettrait de se projeter et

d'assurer des lendemains meilleurs. Il serait aussi question de juguler la problématique du chômage et du rejet social de l'*alter égo*. Des précisions sur les pourcentages de gain en contexte français sont faites, dans la représentation graphique ci-dessous

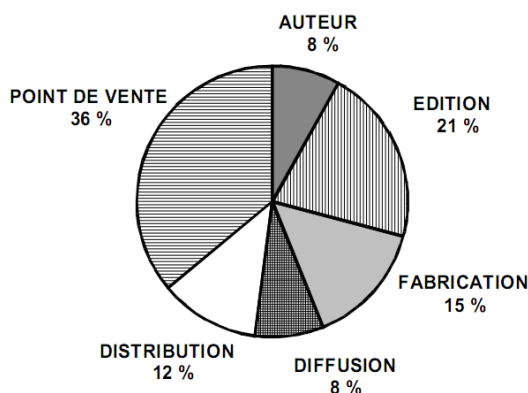


Fig.4. La répartition du prix d'un livre d'après Gaymard (2009 : 31)

Ce qu'il y a lieu de retenir, à ce niveau, transparait de cette reprise des propos de T. Quinqueton, président de l'Alliance Internationale des Editeurs Indépendants, pour qui, « dans les sociétés en développement, favoriser, stimuler la contribution du livre au débat public et au développement culturel, participer à la construction de sens, ce n'est pas du superflu, c'est contribuer au développement indissociablement économique, démocratique, social et culturel » (Kulesz, 2011 : 8).

Adhérant à l'esprit de Kulesz, il appert que, la valorisation de l'édition locale créerait des emplois et; si les livres étaient effectivement disponibles, les imaginaires, les idéologies et les savoirs locaux circuleraient. Ainsi, aux niveaux linguistique, social et économique, l'épanouissement de la jeunesse et des peuples serait facilité.

Conclusion

Lorsqu'une politique nationale du livre sera appliquée au Cameroun, il est possible de penser que bien de jeunes auront un statut de leader progressiste, capable de conduire efficacement des projets et des programmes. Aussi, la jeunesse cessera-t-elle d'être un outil d'assouvissement des vices, des soulèvements de masse parfois inopportuns ou des actes de violence. La 50e fête nationale de la jeunesse qui a été célébrée le 11 février 2016 avait pour thème *jeunesse, citoyenneté et lutte contre l'insécurité pour l'avènement d'un Cameroun émergent*. Le thème *Jeunesse et défis de la construction d'une nation exemplaire, indivisible, forte et émergente*, était celui de la 51e édition en 2017 tandis qu'en 2019, on parlait de *Jeunesse : Grandes Opportunités et Participation à la Construction d'un Cameroun en paix, stable et émergent*. La disposition des maître-mots de ces thèmes sur l'axe syntagmatique permet d'obtenir la structure *jeunesse émergente*. Aussi, par la valorisation de l'édition locale, la formation civique, morale, scientifique et professionnelle de la jeunesse peut être assurée, afin qu'elle contribue effectivement au développement du Cameroun et de l'Afrique. C'est dans les livres que sont consignés les étymons spirituels et les feuilles de route de ceux qui ont œuvré à transformer le monde. Ainsi la jeunesse pourra notamment se mesurer à l'aune d'autres

jeunes comme Isaac Newton qui, dans le domaine des sciences dites dures a marqué son époque. Alain Mabankou et Leonora Miano qui sont parmi les figures de proue contemporaines de la littérature francophone. Mahatma Gandhi, Nelson Mandela qui, à travers leurs visions du monde ont œuvré pour le rééquilibrage social. En attendant l'effectivité d'une politique nationale du livre qui pourrait aussi favoriser une importante mise en place des bibliothèques physiques locales, le recours à la toile à travers des sites web comme www.pdfdrive.net, www.theses.fr ou www.persee.fr demeurent des solutions alternatives (malgré les problèmes d'électricité et de connexion) pour l'accès à des milliers de livres et l'enrichissement des esprits. Kalahari, Exclusives Books, Little White Bakkie (LWB), MyMag etc. sont des sites de vente en ligne africains par le biais desquels la jeunesse peut facilement accéder à moult livres et revues scientifiques. Même si elle est très souvent confrontée aux problèmes de pauvreté, d'exclusion sociale et au manque d'esprit entrepreneurial.

Bibliographie :

- ACCT, (1995), *Les Métiers du livre en Afrique francophone, situation et besoins de formation, étude dans six pays*, réalisée sous l'égide du CAFED.
- ARDELEANU, S-M. (2000), *Dynamique de la langue et imaginaire linguistique*. Iași, Casa Editorială *Demiurg*.
- ARDELEANU, S-M. (2006), *Imaginaire linguistique francophone*. Iași, Casa Editorială *Demiurg*.
- BELAYCHE, C. (2004), « Où va le livre en Afrique ? », en *Bulletin des bibliothèques de France (BBF)*, n°6, pp. 141-142.
- BARIL, D. & Guillet, J. (1988), *Technique de l'expression écrite et orale*, Paris, Sirey.
- BIKULČIENE, R. (2007), *Cours de didactique du français langue étrangère*, VŠL Šiauliai Universiteto leidykla.
- BOURGUEIL, I. (2003), *Où va le livre en Afrique ?*, Paris, L'Harmattan.
- GAYMARD, H. (2009), *Situation du livre-Evaluation de la loi relative au prix du livre et questions prospectives*, Rapport à la Ministre de la Culture et de la Communication, disponible en ligne: http://www.culture.gouv.fr/culture/actualites/rapports/rapport_gaynard.pdf (09.10.2021).
- GREVISSE, M. (1986), *Le Bon usage*, 12e éd, Paris-Gembloux, Duculot.
- HOUEBINE-GRAVAUD, A-M (2002), *L'imaginaire linguistique*, Paris, L'Harmattan.
- JANSSENS, J.C.& LAFARGE, J. (1997), *L'Édition scolaire dans les pays du Sud. Enjeux et perspectives*, Paris, ACCT.
- KADYSS, R. & NISHIMATA, A. (2002), *Rédiger avec succès lettres et documents administratifs*, Paris, Gualino.
- KUITCHE Talé, G. (2017), *Les langues étrangères en Afrique. Éléments de sociodidactique*, Yaoundé, CLE.
- KUITCHE Talé, G. (2017), « L'Édition camerounaise : réappropriation, revalorisation et internationalisation des compétences et savoirs locaux », en *Savoirs locaux, savoirs endogènes : entre crise et valeurs*, 3^e journées scientifiques de la FLSH de l'Université de Maroua, les 10, 11 et 12 mai 2017.
- KULESZ, O. (2011), *L'édition numérique dans les pays en développement*, disponible en ligne : <http://alliance-lab.org/etude> (25.09.2021).
- MOREAU, M-L. & BAUVOIS, C. (1998), « L'accommodation comme révélateur de l'insécurité linguistique. Locutrices et locuteurs Belges », en Singy P. (dir.), *Les femmes et la langue. L'insécurité linguistique en question*, Lausanne, Switzerland, Paris, Delachaux et Niestlé, pp. 1-73.
- Ministère de l'Éducation et de l'enseignement supérieur Québec, (2017), *Lecture*, disponible en ligne : <http://www.education.gouv.qc.ca/dossiers-thematiques/lecture/> (24.09.2021).

- SORIANO, M. (1972), « Le rôle de la lecture dans le développement des enfants et des adolescents de nos sociétés en transformation », en *Bulletin des bibliothèques de France* (BBF), n°8, pp. 349-364, disponible en ligne: <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1972-08-0349-001> (24.09.2021).
- VOUNDA Etoa, M. (2016), *Livre et manuel scolaires au Cameroun. La dérive mercantiliste*, Yaoundé, P.U.Y.